

XLIV. *Verdrag gesloten tegen de Barbariysche Staten en met den Dey van Algiers.*

(Koninklijke Boodschap en Verdrag tegen de Barbariysche Staten).

XLIV. Tractaat gesloten met Spanje tegen de Regeringen van Algiers, Tunis en Tripoli enz. en vredes-verdrag met den Dey van Algiers. (1)

1. KONINKLIJKE BOODSCHAP, ingekomen in de zitting van 3 October 1846, ten geleide van de Verdragen.

EDEL MOGENDE HEEREN!

Uit het nevensgaande afschrift zullen U Edel Mogenden kennis nemen van de voorwaarden, op welke Wij onlangs een tractaat van defensieve alliantie gesloten hebben met Z. M. den Koning van Spanje, tot bescherming van de navigatie en den handel der wederzijdsche onderdanen, tegen de Regeringen van Algiers, Tunis en Tripoli.

Het nut dat deze maatregel hebben moet om voortaan de geschillen met die Regeringen of te voorkomen of onschadelijk te maken, kan aan geene bedenking onderhevig zijn; maar, vóór dat de ratificatie van het bedoelde tractaat had kunnen worden tot stand gebracht, is, onder de roemvolle medewerking der Nederlandsche zeelieden, aan den magtigsten der Barbariysche Staten een gevoelige en gedenkwaardige slag toegebracht, ten gevolge waarvan dezelve niet alleen van zijne vorderingen, ten laste van dit Rijk, heeft afgezien; maar ook in eene veel voordeelerige regeling van de consulaire betrekkingen heeft toegestemd, dan tot dus verre plaats gevonden had.

Het vredes-tractaat, op den 28sten Augustus II., door den vice-admiraal van de Capellen met den Dey van Algiers op dien voet gesloten, wordt U Edel Mogenden almede bij dezen toegezonden.

Wij bevelen U Edel Mogenden in Godes heilige bescherming.

's Hage, den 1sten October 1846.

WILLEM.

2. VERDRAG, gesloten met den Koning van Spanje tegen de Regeringen van de Barbariysche Staten.

Au Nom de la Très-Sainte et Indivisible Trinité.

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, et Sa Majesté le Roi d'Espagne et des Indes, animés d'un égal désir de mettre un frein aux pirateries des Régences Barbaresques, et de procurer au commerce et à la navigation dans la Mer Méditerranée toute la sécurité possible; voulant par un traité solennel cimenter leur alliance, et en fixer l'étendue et les moyens, ont donné leurs pleins pouvoirs à cette fin, savoir: Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, au sieur Hugues de Zuylen de Nyevelt, Chevalier de l'Ordre du Lion Belgique, et son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique; et Sa Majesté le Roi d'Espagne et des Indes, au sieur Pierre Cevallos et Guerra, Conseiller d'Etat, Chevalier de la Toison d'Or, Grand Croix de l'Ordre de Charles III, Chevalier Grand Croix des Ordres de St. Ferdinand, du Mérite et de St. Janvier des Deux Siciles, Gentilhomme de la Chambre de Sa Majesté, en exercice, son premier Ministre d'Etat, et chargé par *interim* du Département de Grace et Justice, Sur-Intendant-Général des routes, courriers et postes d'Espagne et des Indes: lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs: trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Cette alliance est purement défensive, et son objet est de protéger le commerce des Puissances y comprises.

Art. 2. Cette alliance subsistera tant que les Régences d'Alger, Tunis et Tripoli ne renoncent pas à leur système offensif envers les propriétés des sujets des Puissances contractantes.

Art. 3. Si un de ceux-ci est offensé par quelque corsaire des trois Régences, il sera de l'obligation des Puissances alliées d'en réclamer la réparation par-devant le gouvernement de l'offenseur par les voies légales; et si celui-ci manque d'y faire droit, les Puissances alliées conviendront, s'il y a lieu, à procéder aux représailles pour la quantité qui répond à l'offense commise.

Art. 4. Sera réputée offense commise envers les Puissances alliées, si l'une des trois Régences se fait justice à elle-même, saisissant les propriétés des sujets des Puissances contractantes, sans

avoir préalablement essayé d'autres moyens ou recours établis pour obtenir justice et satisfaction.

Art. 5. Sera réputée offense commise envers les Puissances combinées, l'arrestation des Consuls pour dettes de particuliers ou du Souverain respectif, puisque pour leur réclamation les Régences doivent employer les recours adoptés par les nations civilisées.

Art. 6. Les Puissances alliées se considéreront également offensées, s'il est exigé d'une d'elles quelque don, comme obligatoire; fut-il même fondé sur l'usage.

Art. 7. Lorsque l'une des Puissances alliées sera attaquée par les Barbaresques, sans avoir provoqué l'attaque par aucun acte hostile, alors il y aura lieu à l'alliance.

Art. 8. L'obligation des Alliés de défendre la partie offensée subsistera, jusqu'à ce qu'on ait obtenu une juste réparation des dommages occasionnés par l'offense, et de plus l'indemnisation des frais de la guerre.

Art. 9. Aucun des Alliés ne pourra entrer en négociation avec l'ennemi commun, sans le consentement et l'intervention des autres.

Art. 10. Les parties contractantes s'engagent à employer une force suffisante pour défendre et protéger leur commerce contre les pirateries des Barbaresques susdits.

Art. 11. Sa Majesté le Roi des Pays-Bas fournira en conséquence un vaisseau de ligne et six frégates, et Sa Majesté Catholique un vaisseau de ligne, deux frégates, un brick et seize bombardes.

Art. 12. Le commandement en chef sera dévolu à l'officier le plus ancien dans le même grade.

Art. 13. Chaque Puissance aura à sa charge la manutention de ses forces respectives, et toutes seront stationnées dans les ports d'Espagne les mieux situés et défendus pour remplir le but de l'alliance.

Art. 14. Les forces maritimes des Pays-Bas seront fournies à juste prix dans les ports de Sa Majesté Catholique de tous les objets de nécessité urgente, tant pour les réparations que pour les munitions et vivres, contre le paiement en lettres-de-change à vue sur le Gouvernement des Pays-Bas.

(1) Alleen het Verdrag is voor de leden gedrukt geweest.

XLIV. *Verdrag gesloten tegen de Barbarijsche Staten en met den Dey van Algiers.*

(Verdrag met den Dey van Algiers).

Art. 15. Les convois d'un port à l'autre de la Méditerranée seront déterminés à des époques fixes, et les navires marchands des sujets des Puissances contractantes seront également protégés et convoyés.

Art. 16. Une croisière sera établie devant la baie d'Alger, afin d'empêcher la sortie des corsaires, ou de les intercepter à leur retour.

Art. 17. Une autre croisière sera établie devant Tunis, le cas de guerre échéant.

Art. 18. Tripoli, n'ayant presque aucune force maritime, il sera aisé aux deux croisières ci-dessus mentionnées de la tenir en respect.

Art. 19. Lorsque la guerre sera déclarée à une des Puissances Barbaresques d'Alger, Tunis et Tripoli, les vaisseaux qui tomberont entre les mains des croisières seront immédiatement brûlés ou détruits.

Art. 20. Les Puissances s'engagent à payer leur valeur aux capteurs, et cette somme sera partagée d'après les réglemens existants chez la Puissance dont les vaisseaux de guerre auront fait la capture.

Art. 21. Si des vaisseaux de guerre de différentes nations ont fait la prise, ces Puissances payeront cette valeur d'après le nombre de leurs équipages respectifs. Chaque Puissance payera cette prime à ses équipages.

Art. 22. Les prisonniers de guerre seront partagés dans la même proportion.

Art. 23. Le présent traité sera communiqué aux Cours de Portugal, Turin et Naples par Sa Majesté Catholique qui les invitera à y accéder. Le Roi des Pays-Bas fera la même communication et invitation aux Cours de Pétersbourg, Stockholm et Copenhague.

Art. 24. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications seront dûment échangées à Madrid dans le délai de six semaines, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, nous, soussignés plénipotentiaires, en vertu de nos pleins-pouvoirs respectifs, avons signé le présent traité, et y avons apposé le sceau de nos armes.

Fait à Alcala de Hénares, le dix Août, mil huit cent seize.

L. S. (Signé) H. DE ZUYLEN DE NYEVELT.

L. S. (Signé) PEDRO CEVALLOS.

Articles additionnels.

Art. 1. Sa Majesté Catholique ne se trouvant pas actuellement en état de guerre avec le Dey d'Alger, le commandement des forces maritimes Espagnoles se rendra, avec les forces maritimes du Roi des Pays-Bas devant Alger, et, en vertu des art. 4, 5, 6, et 7 du traité de ce jour, réclamera du Gouvernement Algérien la réparation des offenses faites à l'une et à l'autre Puissance contractante, en déclarant en même temps, que l'intention des Puissances contractantes est d'observer scrupuleusement les droits des Nations établis en Europe, vis-à-vis des Barbaresques.

Art. 2. Si le Gouvernement Algérien se refuse à écouter la voix de la Justice, et ne veut pas donner les réparations exigées, le *casus foederis* du présent traité sera reconnu, et les forces respectives des Puissances contractantes agiront d'après ce qui est stipulé par les art. 7, 8, 9, 19, 20 et 21.

Art. 3. Les présents articles additionnels auront la même force et valeur, que s'ils étaient insérés mot-à-mot dans le traité signé aujourd'hui. Ils seront ratifiés, et les ratifications en seront échangées en même-temps et lieu.

En foi de quoi, nous, soussignés plénipotentiaires, les avons signés, et y avons apposé le sceau de nos armes.

Fait à Alcala de Hénares, le dix Août mil huit cent seize.

L. S. (Signé) H. DE ZUYLEN DE NYEVELT.

L. S. (Signé) PEDRO CEVALLOS.

Le présent traité a été ratifié par Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, le 19 Août 1816, et par Sa Majesté Catholique, le 13 Septembre suivant.

Certifié conforme,

Le Ministre des Affaires Étrangères,

(Signé) A. W. C. DE NAGELL.

3. VERDRAG, gesloten met den Dey van Algiers.

Au nom du Tout-Puissant.

TRAITÉ DE PAIX

Entre Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc.;

et

Son Altesse Sérénissime, Omar, Bacha, Dey et Gouverneur de la cité militaire et Royaume d'Alger,

Fait et conclu par l'Amiral Théodore-Frédéric Baron van de Capellen, Commandant en chef des forces navales de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, dans la Méditerranée, et sous l'autorisation de Sa Majesté.

Art. 1. Il est ici agréé et conclu entre le Baron van de Capellen, et Son Altesse le Dey d'Alger, qu'à dater de ce jour et à perpétuité, il y aura paix et amitié strictes et inviolables entre Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, ses Etats et sujets, et Son Altesse le Dey d'Alger ses dominations et sujets, et que tous les articles de paix et de commerce, ci-devant arrêtés et conclus entre Leurs Hautes Puissances, les Etats-Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas et le Gouvernement et Royaume d'Alger, à remonter jusqu'à l'année 1757, sont ici renouvelés, ratifiés et confirmés, tout comme s'ils étaient insérés mot à mot dans le présent traité; et que les vaisseaux ou autres navires, ainsi que les sujets et peuples des deux Royaumes, ne se feront aucun tort, offense ni injure, mais se traiteront dorénavant, et à toujours, mutuellement avec tout respect et amitié.

Art. 2. Un Consul-général de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, sera reçu à Alger précisément sur le même pied, et traité avec le même respect que le Consul Britannique pour la régulation de leurs affaires commerciales; le libre exercice de sa religion lui sera accordé en son hôtel, tant pour lui que pour ses domestiques, et autres qui désireront profiter de cet avantage.

Fait en double, en la cité militaire d'Alger, en présence du Dieu Tout Puissant, le 28 Août de l'an de Jésus-Christ, mil huit cent seize, et l'an de l'Hégire 1231, le sixième jour de la lune Shawab.

(L. S.) (Signé) T. F. VAN DE CAPELLEN,

Commandant en chef l'escadre de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas.

(L. S.) H. M. DONELL, *faisant les fonctions de Consul-général.*

(En regard) la signature d'Omar, Bacha, Dey et Gouverneur d'Alger.

Pour copie conforme,

Le Ministre des Affaires Étrangères,

(Signé) A. W. C. DE NAGELL.